

#coronavirus Les universités travaillent sur différents scénarios de sortie de crise (CPU)

La CPU salue la "réactivité" des équipes enseignantes et des personnels Biatts pour la mise en œuvre des plans de continuité de l'activité, déclare le bureau lors d'un point presse, le 1er avril 2020, insistant sur le caractère complètement "inédit" de ce confinement pour les établissements d'ESR. Le bureau revient sur les différents scénarios de sortie de crise, mais signale aussi "l'effet transformant" qu'elle devrait avoir en matière d'usage du numérique notamment. Il évoque également plusieurs sujets RH comme les comités de sélection ou la paie des vacataires, et souligne l'importance de réunir les instances.



Christine Gangloff-Ziegler, Gilles Roussel et Olivier Laboux, lors des vœux de la CPU à la presse, le 29 janvier 2020.
| Droits réservés - DR - AG

"On commence à réfléchir à la sortie de crise même si nous n'avons pas de date précise, et nous réfléchissons aussi à la prochaine crise éventuelle", déclare Gilles Roussel, président de la CPU, lors d'un point presse du bureau de la conférence organisé à distance le 1er avril 2020, via Zoom. "Si les établissements travaillent à leur plan de reprise d'activité, il demeure de nombreuses inconnues, à commencer par la date de fin du confinement et ses conditions : cela concernera-t-il les personnels d'abord ou également les étudiants ? Quelles seront les conditions de circulation ? Nous travaillons donc sur plusieurs scénarios", complète la vice-présidente Christine Gangloff, y compris sur un scénario ne prévoyant pas de réouverture complète avant la rentrée prochaine. "On



parle de deuxième tour des municipales le 21 juin, d'une possible tenue des concours de recrutement... On espère donc qu'il y aura réouverture, mais il est très difficile de faire des prévisions", ajoute la présidente de l'université de Haute-Alsace.

Gilles Roussel précise que l'idée n'est a priori pas d'étendre le calendrier universitaire sur les mois d'été : "Les personnels vont aussi avoir besoin de se reposer après la fatigue occasionnée par cette période anxiogène. Mais il est possible que nous ayons besoin de plus de personnels que d'habitude en juillet, avant la fermeture cet été", prévient-il.

SUJETS RH

ASA et PCA. S'agissant des personnels, la CPU n'a guère de chiffres précis mais estime qu'entre 5 et 10 % des personnels assurent les PCA et sont donc présents sur site. S'agissant des ASA, elles sont pour environ 50 % liées à des problèmes de garde d'enfant, pour 25 % à des personnes malades et pour 25 % à la mise en retrait de personnes fragiles.

Paie des vacataires. Pour ce qui est de la paie des vacataires, Gilles Roussel rappelle les consignes ([lire sur AEF info](#)) : "Les Drfip étant elles-mêmes en PCA, on nous a demandé de limiter les opérations qui pourraient changer d'un mois à l'autre. Nous devons par exemple limiter la création de nouvelle paie à des situations vraiment urgentes comme des étudiants qui auraient absolument besoin de leurs vacances ou des vacataires qui auraient perdu leur emploi. Cela demande un travail supplémentaire à nos équipes pour les identifier et cela passera par une avance qui sera ensuite régularisée. Ceux qui ont un emploi par ailleurs et qui feront leur enseignement à distance seront payés, mais pas nécessairement en avril", ajoute le président de la CPU. Quant à savoir si les vacataires qui n'auraient pas eu d'activité particulière en distanciel seront quand même payés, Gilles Roussel renvoie à la politique de chaque établissement. "Il faudra regarder tout cela au cas par cas."

Comités de sélection. À propos des comités de sélection qui ne peuvent réglementairement pas se tenir 100 % à distance ([lire sur AEF info](#) [ici](#) et [ici](#)), pas de position ferme de la CPU : "Les équipes préféreraient dans leur grande majorité auditionner les candidats en présentiel. Mais il est important que la possibilité de les tenir à distance soit ouverte car nous aurons inévitablement des freins, par exemple pour des candidats étrangers dont le pays serait entré plus tard en confinement...", note Christine Gangloff. "L'objectif est quand même de pouvoir recruter pour organiser la rentrée au mieux en septembre."

Gouvernance et impact économique

Tenue des instances. S'agissant de la vie des instances dans les établissements, Olivier Laboux, président de l'université de Nantes, insiste sur "le besoin de se réunir, de se retrouver". "Nous maintenons donc toutes les instances. C'est également une période où il est très important de maintenir le lien avec les représentants des personnels", ajoute-t-il. "Nous avons plus de réunions qu'avant !", abonde Christine Gangloff. Chacun des trois présidents souligne ainsi avoir réuni à distance leur CHSCT, leur CA ou prévoit bientôt une réunion du Cac.

Impact économique de la crise ? La CPU a-t-elle une idée du coût de cette crise pour les établissements et réfléchit-elle déjà aux moyens de répondre à l'impact économique qu'elle aura nécessairement ? "Ce n'est pas la première chose à laquelle nous nous sommes intéressés", répond



Christine Gangloff. "Nous avons procédé à un certain nombre de dépenses notamment en matière d'aide sociale sans nous préoccuper du coût. Nous n'aurons une vision globale qu'à la fin de la crise."

De son côté, Olivier Laboux met l'accent sur deux acronymes qui doivent, selon lui, participer de la sortie de crise : PEEC et LPPR. "Cette crise est en effet une belle occasion de faire un véritable choix pour que nos établissements soient réhabilités et pour attester que la décision politique continuera de se faire sur la base de la connaissance scientifique." Gilles Roussel rappelle d'ailleurs que la CPU demande, dans le cadre de la LPPR, 10 Md€ sur dix ans, soit le double de ce qui a été annoncé pour le moment par le président de la République ([lire sur AEF info](#)). "Ces annonces ne suscitent ni espoir ni inquiétude mais détermination pour obtenir 1 % du PIB pour la recherche publique", tranche Olivier Laboux.

"L'effet transformant" de la crise

Schémas numériques. Les trois membres du bureau insistent sur "l'effet transformant" qu'aura nécessairement cette crise sur les pratiques numériques des universités. "Mon DSI m'a dit qu'en termes de schéma directeur numérique, nous avons fait en 5 jours ce que nous aurions dû faire en 5 ans. C'est une manière de le dire un peu vite, mais tel est le ressenti des équipes", témoigne Olivier Laboux. Pour lui, cette période permet de marier "massification et individualisation". "Il y a des outils que nous utilisons qui ne tiennent pas la route, d'autres que nous découvrons. Il faudra dresser un bilan de tout cela à la fin, que ce soit en matière d'outil, de sécurité...", ajoute Gilles Roussel.

Investissement et fatigue des enseignants. La CPU souligne en tout cas la réactivité des enseignants et des enseignants-chercheurs mais aussi les risques de "fatigue importante" après un démarrage intense. "N'oublions pas que cela ne fait que deux semaines que nous sommes fermés. L'effort doit être soutenable sur une durée plus longue", note Christine Gangloff. Gilles Roussel ajoute qu'un accompagnement des personnels est mis en place et que des messages réguliers sont envoyés pour "déculpabiliser les collègues qui craignent de ne pas pouvoir faire tout ce qui était prévu". "On ne peut pas avoir les mêmes exigences qu'en temps normal. Or certains enseignants en demandent trop. Tout le monde doit apprendre à se réguler." Pour Olivier Laboux, les deux mots-clés sont "confiance" et "humilité". "On ne fait pas moins bien, on fait différemment", insiste-t-il. Toutefois, ils admettent qu'ils doivent trouver des solutions pour les "5 à 10 % des étudiants qui rencontrent des problèmes pour accéder à des outils numériques" ([lire sur AEF info](#)).

Testez AEF